



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/22014
19 décembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 19 DECEMBRE 1990, ADRESSEE AU PRESIDENT DU
CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA
YUGOSLAVIE AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le mémoire relatif au préjudice que la crise du Golfe et l'application des sanctions du Conseil de sécurité contre l'Iraq ont causé à l'économie yougoslave, mémoire que j'ai présenté le 16 novembre 1990 au Groupe de travail du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Darko SILOVIC

ANNEXE

Mémoire daté du 16 novembre 1990 relatif au préjudice que la
crise du Golfe et l'application des sanctions du Conseil de
sécurité contre l'Iraq ont causé à l'économie yougoslave

I

A la demande du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire fédéral aux affaires étrangères de la Yougoslavie a, dans sa note verbale du 23 août 1990 publiée sous la cote S/21618, fait part de la position du Gouvernement yougoslave sur l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Il était indiqué clairement et sans équivoque dans cette note verbale que, à compter du 6 août 1990, le Gouvernement yougoslave avait décidé de faire sienne la résolution 661 (1990) et commencé d'appliquer systématiquement et intégralement toutes les sanctions qui y étaient prévues.

En application des dispositions des paragraphes 3 et 4 de la résolution, le Gouvernement yougoslave a décidé :

1. De cesser toutes les expéditions à destination de l'Iraq et l'utilisation de moyens de transport yougoslaves pour fournir à ce pays et au Koweït des produits en provenance de pays tiers;
2. De suspendre les importations en provenance de l'Iraq;
3. D'arrêter tous les investissements et travaux de construction entrepris par des sociétés yougoslaves en Iraq;
4. De ne fournir à l'Iraq ni armes ni matériel militaire tant que les sanctions prises en vertu de la résolution 661 (1990) demeurent en vigueur;
5. De geler les avoirs irakiens;
6. D'évacuer dans toute la mesure du possible les travailleurs yougoslaves travaillant sur des chantiers de construction en Iraq et au Koweït.

Comme on l'a expliqué dans la note verbale et dans la déclaration faite le 6 septembre 1990 par l'Ambassadeur Fejic devant le Comité des sanctions, la décision du Gouvernement yougoslave d'appliquer les sanctions aura des conséquences extrêmement fâcheuses sur l'ensemble de l'économie yougoslave. Les pertes à long terme au cours de la période 1991-1995 risquent, selon les estimations de se chiffrer à 6 milliards de dollars.

II

D'après les calculs les plus récents, les pertes totales que subira l'économie yougoslave en 1990 du fait de l'application de la résolution 661 (1990) s'élèveront, selon les estimations, à :

- 240 millions de dollars au titre des contrats d'exportation déjà conclus avec l'Iraq et le Koweït qui ne seront pas honorés;
- 242 millions de dollars au titre des livraisons de pétrole que l'Iraq devait effectuer pour régler ses dettes auprès de compagnies yougoslaves;
- 145 millions de dollars en raison du gel sur le règlement de biens et services yougoslaves;
- 350 millions de dollars pour l'achat de 2 millions de tonnes de pétrole sur le marché libre;
- 371 millions de dollars pour les achats de pétrole et autres produits pétroliers dans d'autres pays à un cours plus élevé;
- 60 millions de dollars représentant le montant estimatif des pertes de revenu des ressortissants yougoslaves travaillant sur des chantiers de construction en Iraq.

Le montant total des pertes pour 1990 se chiffrerait donc à 1,3 milliard de dollars.
